

# Nucléaire et finance : le pouvoir des lobbies contre la démocratie



OBSERVATOIRE  
DES MULTINATIONALES  
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE



Finance et nucléaire : deux mondes qui semblent, à première vue, bien loin l'un de l'autre. D'un côté, des transactions financières de plus en plus folles et démesurées qui se jouent des frontières et pénètrent tous les segments de l'économie. De l'autre, un secteur industriel construit, en France, sous l'égide de l'Etat, dans une perspective de souveraineté énergétique et de puissance militaire. Deux mondes à part.

A y regarder de plus près, pourtant, les points communs entre ces deux secteurs clé du capitalisme français sont nombreux et révélateurs. Nucléaire et finance se caractérisent par une profonde imbrication des intérêts privés et publics au sein de réseaux installés au cœur des institutions. Ces réseaux forment une technostructure qui prétend incarner la "grandeur de la France", tout en étant gouvernée par une logique d'accumulation et de profit.

Finance et nucléaire ne survivent, en réalité, que grâce à des apports massifs d'argent public, tout en déniaient les crises à répétition et les risques qu'ils

font peser sur l'économie et la société. Ils ont aussi en commun leur capacité à imposer leurs intérêts aux pouvoirs publics, à empêcher tout changement de direction véritable, et à étouffer les alternatives.

Ce sont enfin deux symboles éminents des échecs et des reniements de la présidence de François Hollande. La loi de "séparation" bancaire de 2013 n'a introduit que des changements cosmétiques, malgré les promesses électorales de 2012. La centrale de Fessenheim est encore ouverte en 2017, et la loi de transition énergétique de 2015 est restée totalement muette sur les moyens concrets d'atteindre les objectifs de réduction de la part du nucléaire en France.

Aujourd'hui, alors que la France est désormais directement gouvernée par un Président de la République ayant fait ses armes dans une banque d'affaires et un Premier Ministre ancien lobbyiste en chef d'Areva, le besoin d'un changement de direction économique et démocratique est plus urgent que jamais.



## Des analogies inquiétantes

Les secteurs de la finance et du nucléaire présentent d'importantes similitudes. D'abord de par leur poids

économique et politique. Ensuite parce qu'ils ne survivent que grâce à un soutien massif, direct et indirect, des pouvoirs publics et donc des citoyens-contribuables, sans que ceux-ci aient leur mot à dire. Enfin parce que ce sont des secteurs à haut risque et en crise permanente.

### Deux secteurs qui pèsent économiquement et politiquement

La France est le pays où le poids du nucléaire civil dans l'approvisionnement énergétique est le plus important au monde. C'est bien une "exception française". L'énergie nucléaire représente en France 75 % de la consommation électrique, et représente 410 000 emplois directs et indirects. De son côté, la finance pèse également très lourd dans le capitalisme français. 400 000 personnes travaillent dans le secteur financier, soit 2,5% de l'emploi privé. Il contribue par ailleurs à hauteur de 5 % à la richesse nationale. La France est l'un des pays où la concentration, et donc le pouvoir, des banques sont les plus importants au monde : les 4 plus grandes banques françaises figurent parmi les 35 plus grandes banques mondiales.

Les secteurs du nucléaire et de la finance sont tous deux organisés autour d'un petit nombre de grandes entreprises en situation de quasi-monopole, d'autorités de régulation et de diverses institutions publiques ou privées. Leurs cadres passent aisément de l'une à l'autre de ces institutions, du public au privé et inversement, formant un petit monde suffisamment soudé pour prétendre imposer ses vues au reste de la société.

Grâce aux centaines de milliers d'emplois qu'ils représentent et à leur présence sur tout le territoire, et parce qu'ils remplissent une mission qui relève fondamenta-

lement (ou devrait relever) d'un service public, ces deux secteurs cultivent une image de proximité et de quotidien. Derrière celle-ci se cachent des activités à haut risque et très éloignées des besoins réels des gens – qu'il s'agisse de spéculation financière, d'expansion à l'international, de trading énergétique ou de nouvelles technologies nucléaires. Dans les faits, aussi bien EDF que les grandes banques françaises sont en train de supprimer massivement des emplois dans leurs agences et sur le terrain.

Parce qu'ils ont la maîtrise effective de deux moteurs essentiels de la vie économique et sociale – l'argent et l'énergie –, les industries de la finance et du nucléaire sont aussi en mesure d'exercer un véritable chantage sur le politique. Elles invoquent régulièrement le spectre d'un assèchement du crédit ou de paniques bancaires dans le cas de la finance, de coupures de courant et de délestages dans le cas du nucléaire, au cas où seraient adoptées des politiques contraires à leurs intérêts.

### Des secteurs en crise permanente soutenus à bout de bras par l'Etat

La finance et le nucléaire ont également en commun d'être des activités qui ne survivent que grâce au soutien massif de l'Etat. C'est particulièrement visible dans le cas du nucléaire, avec la crise que traverse actuellement tout le secteur en France du fait des problèmes du nouveau réacteur EPR et, plus généralement, du repli général de cette source d'énergie dans le monde. En 2017, l'Etat français a injecté 7,5 milliards d'euros dans EDF et Areva, en état de faillite plus ou moins déguisée.

C'est tout aussi vrai dans le cas des banques, même si celles-ci s'efforcent de le faire oublier. Leur survie n'a été assurée à la suite de la crise de 2007 que grâce à l'aide publique, estimée à 12 milliards d'euros, et aux prêts massifs à taux zéro qui leur ont été accordés en urgence par la Banque centrale européenne (BCE). Les banques bénéficient aussi de la garantie implicite des Etats, qui leur permet de poursuivre leurs activités spéculatives et de rémunérer leurs traders à coups de millions d'euros ou de dollars sans véritable risque, sinon pour le contribuable. C'est précisément la raison pour laquelle elles se sont farouchement opposées à toute séparation réelle de leurs activités sur les marchés financiers et de leurs activités de banque de détail.

## Des secteurs à hauts risques et en crise

Le soutien financier massif des pouvoirs publics est rendu nécessaire par le caractère hautement risqué des activités de ces deux secteurs, qui vont de crise en crise. Depuis les catastrophes de Three Mile Island en 1979, de Tchernobyl en 1986 et Fukushima en 2011, les dangers extrêmes du nucléaire sont connus de tous. Aujourd'hui, l'industrie nucléaire française traverse une crise économique profonde. Les installations nucléaires génèrent des coûts croissants. Le dérapage du budget du nouveau réacteur EPR en est une nouvelle preuve : il a triplé par rapport au montant envisagé à l'origine, pour dépasser les 10 milliards d'euros dans le cas de l'EPR de Flamanville. Les délais de neuf ans de mise en service des générateurs EPR sont par ailleurs beaucoup plus longs que prévus initialement. L'EPR, supposé fleuron de l'industrie nucléaire française, est devenu un objet de risée.

Si les problèmes n'étaient que d'ordre financiers... Mais la crise de l'industrie nucléaire hexagonale est aussi une crise de sûreté : la cuve du réacteur nucléaire EPR de Flamanville était défectueuse avant même que son décret d'autorisation ne soit publié, en 2007. Et ce même si Areva, EDF, et l'Autorité de sûreté nucléaire ont attendu avril 2015 pour le révéler. Désastre industriel et financier, l'EPR n'aura finalement été exporté que dans trois pays : la Finlande (6 milliards d'euros de surcoût, 9 ans de retard sur la date de livraison prévue), la Chine (où les cuves présentent les mêmes défauts que celle de Flamanville) et le Royaume-Uni (projet très controversé outre-Manche et qui présente déjà 1,9 milliard d'euros de surcoût).

Quant à la finance, les crises qui se succèdent un peu partout depuis la dérégulation des années 1970, et en particulier la crise financière mondiale de 2007-2008, ont démontré qu'elle représente un facteur de risque majeur pour l'économie et la stabilité mondiales. Par leur comportement prédateur, qui les a amenées à spéculer et à prendre des risques excessifs, les grandes banques françaises ont toutes été cataloguées "systémiques" par les autorités internationales de régulation financière, c'est-à-dire qu'elles représentent un risque potentiel pour la stabilité du système financier français et international.

## Les acteurs

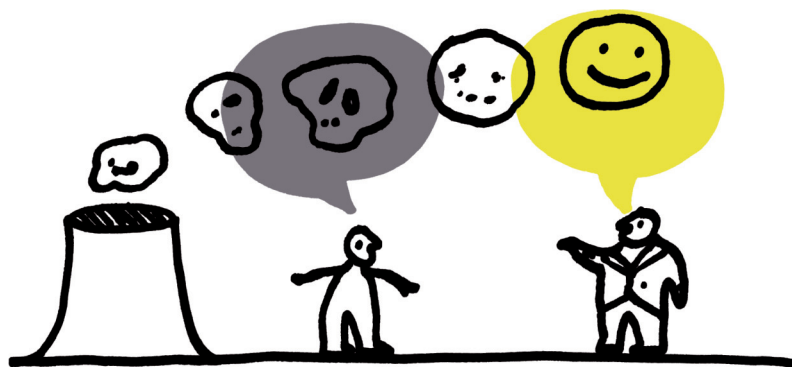
En France, les quatre principales banques (Crédit agricole, BNP Paribas, Société générale, Banques populaires-Caisse d'Épargne) sont des mastodontes dont les bilans comptables représentent plus de trois fois le PIB français (350 %). Ce sont des "banques universelles", c'est-à-dire des conglomérats financiers dont les trois quarts de l'activité correspondent à des opérations de marché qui n'ont pas de rapport direct avec le financement de l'économie réelle. Ces champions bancaires sont aussi des multinationales, avec plusieurs centaines de filiales à l'étranger, en particulier dans les paradis fiscaux. Les amendes à répétition dont elles font l'objet de la part des régulateurs européens et nord-américains – mais rarement français – illustrent la réalité des pratiques de casino et des manipulations qui se cache sous le vernis de la haute finance. Les banques françaises ne se privent pas non plus de financer des grands projets destructeurs. Elles interviennent aussi régulièrement pour prêter aux gouvernements d'Afrique ou du Moyen-Orient, pour la plupart en délicatesse avec les droits de l'Homme et la démocratie, l'argent nécessaire à l'achat d'armes françaises.



Le secteur énergétique, de son côté, est dominé en France par deux groupes issus du démantèlement progressif de l'entreprise publique nationale EDF-GDF. EDF, dont l'Etat français reste actionnaire à hauteur de 84 %, tâche de préserver un compromis de plus en plus précaire entre la tradition de service public dont elle reste porteuse en France et sa dévotion quasi totale à l'électricité nucléaire. Quant à l'ancienne Gaz de France, devenue GDF Suez puis Engie, la part de l'Etat ne cesse de s'y réduire. EDF et Engie, sont devenus des géants présents sur tous les continents. Avec les mêmes agissements que les autres multinationales. EDF comme Engie ont été épinglées pour leurs pratiques d'optimisation fiscale, qui ont valu à la seconde une enquête de la Commission européenne pour avoir abrité des milliards d'euros dans des filiales

au Luxembourg. Les deux firmes sont également engagées, en plus du nucléaire, dans le charbon et d'autres énergies fossiles, pourtant premières causes du dérèglement climatique, ainsi que dans des grands barrages destructeurs.

Un tableau complété par Areva, conçu initialement comme un géant du nucléaire intégrant tout l'amont et l'aval de la filière, et lui aussi destiné à s'étendre au niveau international. Mais l'échec de cette vision est patent : les activités sont de plus en plus segmentées avec la séparation de ses activités d'extraction, d'enrichissement et de retraitement de l'uranium (ex Cogema, aujourd'hui Areva NewCo) de la construction et la maintenance des réacteurs nucléaires (ex Framatome), finalement reprises et recapitalisées par EDF.



de l'Inspection générale des finances, issue de l'École nationale d'administration (ENA). Ces grands corps dominent les hautes sphères du nucléaire et de la finance, dans la plus grande opacité, en dehors de tout contrôle démocratique, qu'il s'agisse de celui des élu.e.s ou des citoyen.ne.s.

Du côté de l'autorité publique, le pouvoir repose dans les grandes directions ministérielles : direction générale de l'Énergie et du Climat pour le nucléaire (auparavant direction de l'Équipement), Trésor et autres directions de Bercy pour la finance. Les autorités indépendantes, comme l'Autorité des marchés financiers ou l'Autorité de sûreté nucléaire, jouent également un rôle de plus en plus important. S'y ajoute, pour la finance, le cas de la Banque de France. A quoi viennent s'adjoindre une multitude d'institutions de recherche (comme le Commissariat à l'énergie atomique dans le cas du nucléaire), d'associations professionnelles, de groupes de lobbying français, européens et internationaux, de clubs parlementaires, etc.

Ces différents acteurs publics et privés, où tout le monde se connaît et ne cesse de passer d'une structure à l'autre, forment une technocratie au sein de l'appareil d'État. La cohésion de ce réseau de pantouflage et de culture partagée est renforcée par la mainmise des grands corps de l'État, auxquels élus et politiques ont abandonné une grande partie de leur pouvoir effectif. La politique française en matière d'énergie est de fait largement décidée par des ingénieurs des Mines formés à l'École Polytechnique puis à celle des Mines. Ceux-ci noyautent tous les postes de décision du secteur nucléaire, au sein d'EDF et d'Areva, dans les ministères, les institutions de recherche ou les autorités de régulation. La situation est symétrique pour le secteur financier : presque tous les postes stratégiques de direction des grandes banques et de la haute administration du ministère des Finances, supposée contrôler les banques, sont entre les mains

## Une idéologie dominante imposée à la société

La domination des élites du monde de la finance et du nucléaire relève aussi d'une dimension idéologique et intellectuelle. Ainsi, la doxa dominante de la finance repose sur les théories dites de la "main invisible" et du "marché efficient" qui font des marchés financiers les juges de paix non seulement des entreprises, mais aussi des acteurs publics. Elle s'appuie sur l'idée éminemment contestable selon laquelle les marchés "ont raison" et s'équilibrent d'eux-mêmes, à un niveau optimal. Selon cette idéologie, ce qui est bon pour les banques l'est également pour la société. Une réglementation trop contraignante nuit à l'économie car elle empêche les banques de faire leur métier. Devenue dominante, bien qu'elle soit largement contredite par les faits, cette doctrine a été utilisée par le lobby bancaire et financier pour bloquer les réformes qui s'imposaient après la crise de 2007.

Dans le secteur nucléaire, la domination idéologique a des racines ancrées profondément dans l'histoire de France de l'après guerre. Il y a un ADN nucléaire dans la science et l'industrie françaises, forgé par de prestigieuses figures scientifiques comme Marie Curie ou Paul Langevin. Après la Seconde Guerre mondiale et les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki, l'atome a été transmuté en promesse de bonheur avec ses applications "pacifiques" dans l'énergie et la médecine. Le régime gaullien en a fait une promesse de puissance et d'indépendance, dans sa forme militaire et civile.

Au lendemain du premier choc pétrolier, le nucléaire est présenté par l'ensemble des responsables et décideurs du monde occidental et de l'Europe communiste, toutes tendances politiques confondues, comme la solution technique moderne pour remplacer les centrales thermiques alimentées en pétrole. En dépit de ce qui s'apparente à un fiasco économique et en dépit de catastrophes majeures, en s'appuyant sur cette idéologie issue de l'héritage gaullien, le lobby nucléaire a réussi – jusqu'ici – à imposer en France l'idée que cette énergie est sûre, propre, et peu coûteuse.

Cet héritage idéologique explique en partie l'absence dans le pays de tout réel débat public sur ces secteurs et sur leur poids excessif. Dans le domaine du nucléaire, ce débat est totalement verrouillé depuis la politique engagée par De Gaulle. Sous couvert de secret défense, les présidents, les uns après les autres, avec les conseils appuyés des ingénieurs polytechniques et des Ponts recrutés au sein du Corps des Mines, ont défendu, au nom de la "grandeur de la France", cette filière naguère d'excellence et qui devient de plus en plus une lourde charge, tant sécuritaire que financière.

Dans le secteur de la finance, les marchés ont pris progressivement le pouvoir sur la société et la politique depuis la fin des années 1970. Les appels à changer cet état de fait suite à la crise de 2007 ont fait long feu. A contrario, avec le Brexit, le gouvernement français est en train de se lancer dans une nouvelle vague de dérégulation financière et fiscale pour attirer les traders auparavant basés dans la City de Londres. Le tout à la plus grande satisfaction des divers lobbies de la place financière parisienne.

Les secteurs financier et nucléaire ont l'habitude d'en appeler au "prestige" de la France et à la "souveraineté nationale" pour justifier la poursuite de politiques qui ne servent en réalité que leurs intérêts. Dans les deux cas, ils prétendent incarner une sorte d'intérêt supérieur du pays, lequel devrait s'imposer à tous, y compris aux dirigeants politiques. Ils se servent de cet argument aussi bien en interne, pour étouffer les velléités de réforme – par exemple lorsque les banques hexagonales affirment que les nouvelles régulations favorisent les établissements financiers anglo-saxons, et pourraient même mettre la dette de la France entre leurs mains – que pour convaincre les pouvoirs publics français de les appuyer dans leurs projets d'expansion internationale.

La culture technocratique commune à la finance et au nucléaire explique sans doute le sentiment d'impunité qui continue à prévaloir parmi leurs élites, malgré la

multiplication des crises, des scandales et des révélations. Ces élites continuent à se voir comme l'avant-garde du progrès, de la rationalité et de la grandeur de leur pays, dans un déni total de la réalité de leur secteur d'activité. Il leur paraît inconcevable qu'il puisse exister des voies alternatives à celle qu'elles suivent depuis des décennies – et elles font en sorte que cela reste tout aussi inconcevable pour les politiques et les citoyens. "There is no alternative", la célèbre phrase de Margaret Thatcher, est une maxime qui vaut aussi bien pour nos grandes banques que pour le lobby nucléaire.

## Les stratégies d'influence

Comment les industriels de la finance et du nucléaire réussissent-ils à imposer leurs vues à nos dirigeants politiques, et par là à toute la société ? L'efficacité du lobbying et des stratégies d'influence repose sur quelques principes de base, que ces deux secteurs maîtrisent à la perfection.

En premier lieu, il faut des éléments de langage standardisés et un discours qui puissent être répétés partout et en toute occasion, même lorsqu'ils sont en contradiction manifeste avec les faits. Pas besoin d'aller chercher très loin ; ces éléments de langage sont pratiquement toujours les mêmes quel que soit le secteur concerné : la grandeur et le prestige de la France, les menaces sur la souveraineté nationale si l'on abandonnait le nucléaire ou laissait libre cours aux banques anglo-saxonnes, l'emploi et les menaces à peine voilées de délocalisation, et au besoin l'apocalypse (sous forme de black-outs ou de paniques bancaires) si l'on s'essayait quand même à vouloir les réguler un peu.

Deuxième principe de base de l'influence : être partout. Cela permet tout d'abord de faire en sorte que les dirigeants politiques, les fonctionnaires ou les citoyens entendent le même discours standardisé de plusieurs côtés à la fois : dans la bouche des entreprises, mais aussi des médias, des prétendus "experts", voire des autorités de régulation ou de certains syndicalistes. Cela permet aussi de pouvoir entraver les propositions de réforme en étant capable d'intervenir à tous les niveaux des processus de décision, depuis l'élaboration des lois dans les ministères jusqu'à leur mise en œuvre, en passant par les instances consultatives et le Parlement. C'est ainsi que la loi de transition énergétique s'est trouvée confrontée à l'opposition acharnée des industriels et d'une partie de l'appareil d'Etat à toutes les étapes - débat national sur la transition énergétique, élaboration dans les ministères, débat au Parlement, retour dans les ministères et mise en œuvre – ce

qui explique les retards accumulés et la faiblesse des mesures concrètes au final dans le domaine nucléaire, au-delà des grands objectifs vides.

La finance et le nucléaire sont passés maîtres dans cette tactique de l'omniprésence, grâce aux importantes ressources dont ces secteurs disposent et au dense réseau de pantouflage, de conflits d'intérêts et de connivences qui les caractérisent en France. Ils se sont aussi organisés pour défendre leurs intérêts au niveau européen et au-delà, en payant directement ou indirectement des armées de lobbyistes à Bruxelles, à Washington et ailleurs.

Bien entendu, rien n'est aussi efficace, du point de vue d'une entreprise ou d'un secteur économique, que d'avoir la mainmise sur les instances mêmes chargées de les réguler. Cette "capture du régulateur" est particulièrement forte dans le cas de la finance et du nucléaire, en raison de la consanguinité du public et du privé entretenue par les grands corps d'Etat. C'est ainsi que les dirigeants de l'Autorité de sûreté nucléaire sont issus des mêmes écoles que ceux des entreprises nucléaires et des directions ministérielles ; le gouverneur de la Banque de France est un ancien de BNP Paribas ; et les instances de l'Autorité des marchés financiers sont truffées de représentants du secteur privé. Le scandale des anomalies dans la cuve de l'EPR et des dizaines d'autres composants fabriqués dans les usines du Creusot démontre aussi que les relations de "confiance" (mal placée en l'occurrence) entre régulateurs et régulés qui existaient par le passé ne devraient plus avoir lieu d'être.

Autre ressort de la puissance des lobbies financiers et nucléaires : ne pas s'afficher comme tels. Les relations personnelles étroites et quasi quotidiennes entre cadres du privé et du public offrent aux intérêts économiques un accès privilégié et presque naturel aux décideurs dont ne bénéficient pas leurs opposants. Les représentants de ces industries savent aussi endosser la posture de "l'expert" dans les médias et auprès des pouvoirs publics, alors qu'ils ne font souvent que défendre leurs intérêts. Le fait qu'il s'agisse souvent de sujets très techniques, et que les personnes qui les maîtrisent suffisamment sont dans leur grande majorité liées ou directement employées par le secteur privé, leur permet d'avoir le champ libre. C'est ainsi que l'élaboration de la loi de séparation bancaire, promise par François Hollande en 2012, a été confiée à un petit comité de Bercy surnommé "comité BNP Paribas" en raison du grand nombre de ses membres liés à cette banque. Pas étonnant dans ces conditions que ce comité ait accouché d'une souris. Cette monopolisa-

tion de l'expertise a aussi pour avantage de faire taire les voix discordantes qui pourraient éventuellement s'exprimer.

Dernière règle : être tenace. Les technostructures de la finance et du nucléaire sont assez solides pour survivre à la succession des dirigeants politiques élus. Lorsqu'une mesure ne leur plaît pas, comme la réduction de la part du nucléaire dans le bouquet énergétique en France ou la taxe sur les transactions financières, elles peuvent se contenter de faire de la résistance passive et de retarder les échéances au maximum, en espérant que les politiques se découragent ou bien que le prochain Président sera plus favorable à leurs intérêts...



## Comment lutter ?

La collusion entre industriels, banquiers et Etat est si forte et si enracinée qu'elle implique d'agir à plusieurs niveaux à la fois : dé-

noncer et exercer une pression citoyenne auprès de l'opinion et des pouvoirs publics, y compris au moyen d'actions de désobéissance ; réguler le secteur privé pour que ses activités ne soient plus incompatibles avec l'intérêt général ; et enfin promouvoir des alternatives démocratiques concrètes.

## Dénoncer et résister

Les lobbies nucléaire et financier disposent de moyens puissants pour imposer leur logique et leurs discours auprès des décideurs et dans la société. Il faut donc continuer inlassablement à mener la bataille des idées – en forçant un débat démocratique dont ces secteurs préféreraient qu'il n'ait pas lieu – au moyen d'articles, de tribunes, et de campagnes. Cette action au niveau de l'opinion peut devenir un contre-poids citoyen à l'influence des lobbies.

Dans un contexte où l'espace pour un débat démocratique est délibérément réduit au minimum, le boycott et les actions de désobéissance ont aussi leur rôle à jouer. La manifestation de 30 000 femmes à Greenham Common, site d'une base américaine, en 1982 a eu un impact fort sur la société britannique et au-delà, en permettant que le débat sur les armes nucléaires entre dans la sphère publique. Plus récemment, en ce qui concerne la finance, des actions citoyennes ont été menées par des lanceurs d'alerte et des mouvements comme Attac et Alternatiba, comme le déversement de charbon devant le siège de banques ou les actions des "faucheurs de chaises", pour alerter l'opinion sur les responsabilités des banques dans l'organisation de l'évasion fiscale et dans le financement des énergies fossiles.

### **Réguler pour faire droit à l'intérêt général dans les secteurs de l'énergie et de la banque**

On connaît les mesures à prendre dans le secteur financier pour mettre celui-ci au service de l'intérêt général : une véritable séparation des activités spéculatives et des activités de banque de détail ; la taxation des transactions financières ; une transparence fiscale et financière totale ; l'interdiction des pratiques spéculatives les plus nuisibles, etc.

Dans le secteur de l'énergie, il faut développer les renouvelables et promouvoir la sobriété, redonner le pouvoir aux citoyens et aux usagers sur leurs systèmes énergétiques, et revenir sur la logique de libéralisation du secteur en redonnant aux pouvoirs publics les moyens de l'orienter vers des objectifs climatiques et/ou sociaux (lutte contre la précarité énergétique) – ce qui implique notamment de clarifier le statut et le rôle d'EDF : entreprise de service public ou multinationale comme une autre ?

Enfin, il faut aussi agir pour réduire le pouvoir des lobbies et encadrer leurs stratégies d'influence. Ceci implique notamment des règles strictes pour empêcher les conflits d'intérêts et les pantouflages ; des obligations réelles de transparence en matière de lobbying à tous les niveaux des pouvoirs publics ; la (re)constitution d'une réelle capacité d'expertise indépendante sur ces questions au niveau de la société civile et des pouvoirs publics.

### **Promouvoir des alternatives démocratiques**

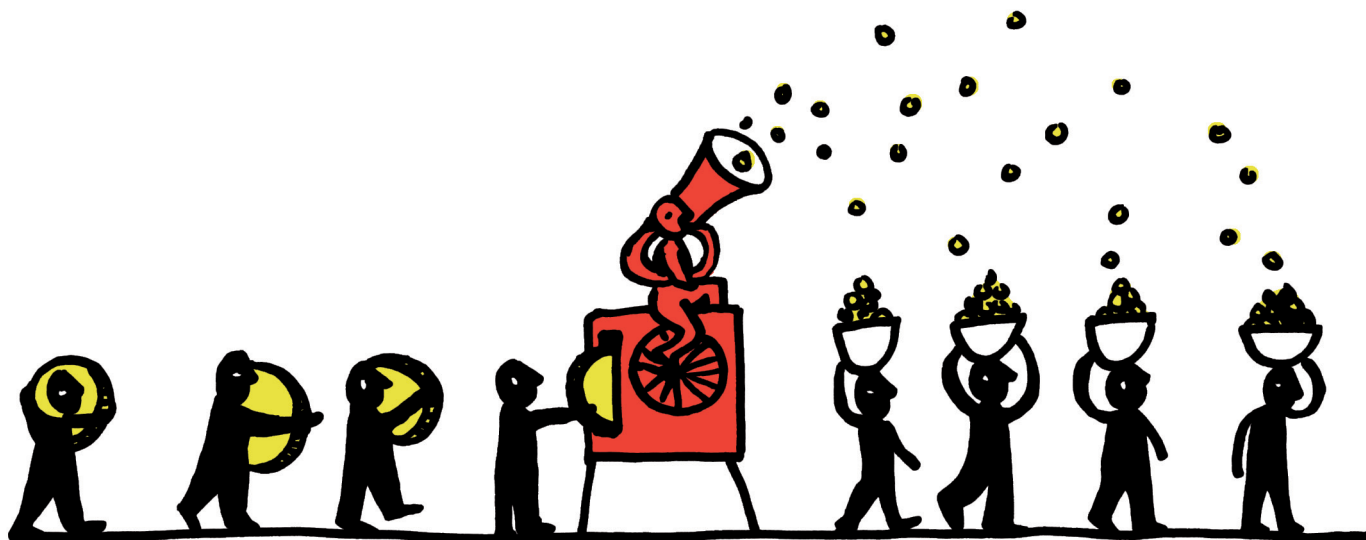
Que ce soient des banques sous contrôle social associées à un encadrement véritable de la finance, ou bien un système énergétique décentralisé sous contrôle

citoyen avec un réel soutien au développement des énergies renouvelables, les alternatives existent. Mais elles sont entravées par la puissance des lobbies.

L'Allemagne produit six fois plus d'électricité photovoltaïque que la France et trois fois plus que la moyenne européenne. Le Danemark produit 68 fois plus d'électricité éolienne que la France et 37 fois plus que la moyenne européenne. Comment expliquer ces disparités ? En 2011, l'Etat français a mis en faillite la quasi totalité des petits entrepreneurs qui s'étaient lancés dans le marché prometteur de fabrication de panneaux photovoltaïques en réduisant drastiquement les possibilités d'installation. Cinq ans après, l'Etat a finalement décidé de rouvrir les appels d'offres. Le temps nécessaire pour que les multinationales comme Total et autres mettent la main sur le secteur en rachetant des entreprises plus petites. Les développements actuels dans le domaine de l'éolien ou du solaire se font désormais sous l'égide directe ou indirecte des grands groupes, qui s'assurent ainsi que leurs intérêts ne sont pas mis à mal. Les projets bénéficient d'un soutien public massif, et privilégient souvent des technologies plus compatibles avec les objectifs financiers des grands groupes (grands parcs éolien offshore) ou qui n'ont rien de "vert" (incinération de déchets, certaines formes de biomasse ou de biogaz). C'est une transition "sous contrôle", qui s'accompagnera de fortes hausses de prix pour les usagers, et dont l'enjeu de la sobriété énergétique est absent. Rien à voir avec une transition citoyenne et décentralisée reposant sur le développement de systèmes énergétiques locaux basés sur les renouvelables, qui pourraient nous permettre de répondre plus efficacement et à moindre coût aux exigences climatiques. Cette transition citoyenne pourrait très bien se faire dans le cadre ou en complémentarité avec la (re)constitution d'une entreprise publique démocratisée, pour appuyer et fédérer les initiatives locales.

Les alternatives dans le domaine de la finance prennent actuellement deux formes : les banques éthiques et coopératives, et la finance solidaire. La France est très en retard par rapport à ses voisins européens en ce qui concerne la banque éthique, qui se réduit à la Nef et, dans une certaine mesure, au Crédit coopératif. La domination du secteur bancaire par quatre mastodontes obnubilés par la logique de la rentabilité financière à court terme, ainsi que la structure verticale du système politique, font obstacle au développement de la banque éthique à une échelle décentralisée, pourtant nécessaire à la relocalisation des activités et au financement des énergies renouvelables.

De son côté, la finance solidaire intervient dans le financement du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS). Elle s'est rapidement développée depuis la crise, à l'abri de la spéculation et de l'instabilité des marchés. Ainsi l'épargne solidaire a été multipliée par quatre de 2008 à 2014, mais ne représente encore que 1 % de l'épargne financière des ménages. Les "Cigales", clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne, consti-



tuent un modèle de finance solidaire. Mais cette dernière connaît une évolution inquiétante : du fait du retrait de l'Etat et du recul des financements publics dans le contexte de l'austérité budgétaire, on observe la montée en puissance d'acteurs privés – les entrepreneurs sociaux – et d'instruments financiers – les social impact bonds – obéissant à une logique de rentabilité financière, à l'opposé des valeurs de solidarité et de démocratie citoyenne qui fondent l'ESS.

**Le mouvement social, c'est-à-dire les organisations syndicales et citoyennes, a un rôle stratégique à jouer face à la collusion de l'oligarchie politico-financière. Ce rôle doit prendre plusieurs formes : informer les citoyens, les aider à résister face aux lobbies, se constituer en contre-pouvoir, et construire des alternatives dans les domaines de l'énergie et de la finance. C'est à cette condition que sera possible la transition écologique et sociale que nous appelons de nos vœux.**

Une publication coordonnée par **Jacqueline Balvet et Olivier Petitjean**.

Ont contribué à sa rédaction : **Dominique Plihon, Rachel Knaebel et Simon Gouin**.

Illustrations et maquette : **Charlotte Planche et Stéphane Dupont**

#### **Attac France**

Fondée en 1998 et présente dans plus de quarante pays, Attac est une association qui résiste contre le pouvoir pris par la finance et les multinationales sur les peuples et la nature, et lutte pour la justice sociale et environnementale.

[france.attac.org](http://france.attac.org)

#### **L'Observatoire des multinationales**

Site d'information et d'investigation sur les activités des grandes entreprises françaises partout dans le monde et sur leurs impacts sociaux, environnementaux et démocratiques.

[multinationales.org](http://multinationales.org)